



# ARDIL- INFO

ARDIL Sareikaina, BP 77  
Tombouctou, MALI  
Tél 292 13 05 / 293 10 98E-mail :  
[Ardil\\_tombouctou@hotmail.com](mailto:Ardil_tombouctou@hotmail.com)  
[Ardil\\_tombouctou@yahoo.fr](mailto:Ardil_tombouctou@yahoo.fr)

## Chers Lecteurs

*Appuyer les initiatives des populations à la base demeure le credo de l'ONG ARDIL. Conformément à sa Mission et à sa Vision et en rapport avec ses activités, ARDIL en collaboration avec d'autres partenaires, intervient dans 4 cercles sur 5 que compte la région de Tombouctou. Les informations développées dans ce numéro se focalisent sur : les activités de mise en œuvre de la décentralisation dans la région, le micro-crédit et d'autres nouvelles non moins importantes, qui concernent directement ou indirectement, le monde du développement en général et la vie de l'ONG ARDIL en particulier*

Dans cette édition :

- Programme d'Appui aux Initiatives Communales et aux Organisations Locales : renforcement des groupements MJT et des OC ; P : 1
- Programme de Gouvernance Partagée : Atelier d'orientation de s »avaré - DEDEM/TUP P : 2
- PGP : Journées de réflexion et d'échanges - Soboundou P : 3
- Décentralisation -Echanges Intercommunales autour de la problématique de la mobilisation des ressources financières des collectivités territoriales Intercommunales - Carte postale ARDIL P : 4

## PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES COMMUNALES ET AUX ORGANISATIONS LOCALES ~ PAICOL ~

### ----- *Mise en place et renforcement de 30 groupements MJT et un Groupement d'OAP*

Les trente et un (31) groupements MJT totalisent au mois de mars 2005, mille trois (1003) membres essentiellement des femmes pour mille cinq cent quarante deux ( 1 542 ) parts. Au cours de la période, elles ont mobilisé trois millions sept cent trois mille trois cents ( 3 703 300) F cfa en épargne propre En crédit, elles ont octroyé deux millions six

cent quarante huit mille six cent ( 2 648 600) F cfa de crédit pour six cent onze (611) bénéficiaires. Les intérêts collectés s'élèvent à deux cent un mille sept cent trente (201 730) F cfa. En amende, elles ont collecté trois cent vingt neuf mille vingt cinq (329 025) F cfa et en fonds social elles ont versé quatre cent quatre vingt mille cinq cent soixante quinze (480 575) F cfa. Au total, les GMJT ont mobilisé au cours de la période quatre millions sept cent quatorze mille six cent trente mille ( 4 714 630)F cfa.

### Renforcement de 15 OC en alpha appliquée :

Le renforcement des organisations communautaires partenaires est une activité qui rentre dans le cadre normal du renforcement des capacités des couches vulnérables du programme. Après le diagnostic, un plan de renforcement a été établi afin de corriger les premières lacunes constatées telles que l'existence d'un règlement intérieur écrit ; d'organe de gestion opérationnel etc. La restitution du résultat du diagnostic a permis de convaincre chacun du besoin réel de renforcement ainsi un protocole de partenariat a été signé avec chaque OC et le programme.

Après l'établissement de statut et règlement intérieur écrit toutes les OC ont constitué un dossier pour l'obtention d'une reconnaissance légale auprès de l'administration. Afin de s'assurer de l'importance de ce document, les OC ont délégué des responsables pour monter le dossier et faire toutes les démarches nécessaires : légalisation de signatures, suivi au près du préfet, etc. Nous avons également fait part aux Ocs de la nouvelle LOI N° 04-038 du 5 Août 2004 relative aux associations.



## **PROGRAMME DE GOUVERNANCE PARTAGEE**

### **Atelier d'orientation de Sévaré:**

Du 14 au 26 février 2005, s'est tenu à Sévaré un atelier de renforcement des capacités de l'équipe du Programme de Gouvernance Partagée en accompagnement de la gouvernance locale.

Le but de l'atelier est de : **renforcer les capacités opérationnelles de l'équipe en matière d'accompagnement de la gouvernance locale au niveau des communes.**

Les objectifs pour ce faire sont les suivants :

1. Renforcer les capacités des agents en communication ;
2. Renforcer les sentiments de responsabilité et d'appartenance des agents à l'équipe PGP pour l'atteinte des résultats attendus ;

3. Revoir et améliorer les outils de diagnostic utilisés au cours des activités de démarrage du programme ;

4. Renforcer les capacités des agents dans le processus d'identification, de prévention et de gestion des conflits ;

5. Renforcer les agents sur un modèle # Nature Richesse Pouvoir # NRP (outillé) facilement utilisable dans une commune ;

6. Acquérir des compétences dans la facilitation d'un processus de synergie des actions de développement.

Cependant, si les thèmes comme : la communication, l'appropriation, le sentiment de responsabilité, ont donné satisfaction, force est de reconnaître que le modèle NRP et la Prévention et gestion des conflits, n'ont pas suffisamment comblé toutes les attentes.

## **DEMEM / TRICKLE UP PROGRAM**

*Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de «**Lutte contre la pauvreté à travers la création et l'appui aux micro-entreprises**», les 13 partenaires de TUP ont monté 1 réseau bâti autour de 3 zones : Tombouctou et périphérie ; Diré-Tonka-Niafunké ; Gao - Ménaka. Les partenaires TUP de ces différentes zones sont habilités à représenter le réseau avec la participation active de tous les membres.*

*Aussi dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le programme s'est élargi aux couches défavorisées des population notamment les handicapés de toutes catégories. Pour exemple, dans la zone d'intervention de l'ONG ARDIL, sur les 75 entrepreneurs que compte le programme, 9 sont des handicapés et toutes des femmes.*

*Il est prévu à Tombouctou, courant avril 2005, une rencontre des FDE regroupant 63 femmes venues de toutes les communes de la région pour échanger et partager leurs expériences, pour également parler des difficultés rencontrées, faire des propositions de solution et les perspectives d'avenir.*

### **Formation du personnel de terrain de l'ONG ARDIL sur les étapes d'élaboration du PDSEC**

Conscient de l'engouement de tous les partenaires au développement à accompagner les communes à élaborer un PDSEC participatif et de qualité, nous avons estimé qu'il fallait bien outiller ses équipes de terrain par rapport au processus d'élaboration d'un PDSEC qui prendra en compte les vrais préoccupations des populations et surtout des couches vulnérables.

Trois jours durant, les agents des deux (2) programmes se sont familiarisés en plus des élucidations conceptuelles et des situations de référence, avec les *différentes étapes du processus d'élaboration des PDSEC* autour des points suivants :

- Campagne d'information (avec simulation dans les villages de Alwalidji, Gairama et Koigour)
- Journées de concertation intercommunautaire

- Outils utilisés lors des journées de concertation intercommunautaire

- Atelier de planification/programmation

- Mesures d'accompagnement

- Rappel général.

Ces journées de partage autour du processus d'élaboration des PDSEC ont permis aux agents des 2 programmes de prendre contact directement avec les différentes Fiches utilisées pour chaque étape mais aussi et surtout, la simulation a permis leur application sur le terrain.

Cet atelier d'orientation a eu le mérite de permettre aux agents de se rendre plus utiles en arrivant à donner des explications et à faire comprendre à certains niveaux tous les acteurs, y compris les services techniques. La notion de situation de référence paraissait confuse pour bien d'acteurs impliqués dans l'accompagnement des communes.

## **PROGRAMME DE GOUVERNANCE PARTAGE (PGP) :**

### *jours de réflexion et d'échanges dans la commune rurale de Soboundou*

Dans le cadre de la mise en œuvre du PGP, des jours de réflexion et d'échanges ont été organisés par l'ONG ARDIL les 07 et 08 février 2005 dans la salle de réunion du cercle de Niafunké.

L'objectif général de la rencontre était : **Renforcer la gouvernance locale au niveau des communes partenaires du Programme de Gouvernance Partagée.**

Les objectifs spécifiques sont:

- Développer la participation et le partenariat entre les acteurs de la commune
- Renforcer la mobilisation et la gestion des ressources des communes

Dans le cadre de son accompagnement des communes partenaires de sa zone d'intervention, l'ONG ARDIL, a retenu deux thèmes d'importance capitale pour la survie même des jeunes collectivités territoriales. Il s'agit de :

- 1- **La problématique de la mobilisation des ressources financières des communes.**
- 2- **La participation de la Société civile / citoyen à la vie de la commune.**

Etaient présents : Le Sous-Préfet de Soboundou, les Elus , les Autorités

traditionnelles, les représentants des Organisations de la Société Civile des communes rurales de Fitouga, Soboundou, Haibongo, Tonka, de la commune urbaine de Dire et la radio de proximité partenaire Koolol Soboundou de Niafunké.

En plus des agents PGP de l'ONG ARDIL, on notait la présence de structures partenaires comme l' AMSS, le CAID, ARDIL / PAICOL et Care / PAICOL.

La méthodologie a consisté en des travaux de groupes et de plénières.

A l'issue des travaux les participants ont proposé les solutions et fait les recommandations suivantes :

- **Informar la population (citoyen, OSG) sur la gestion communale à travers ( cadre de concertation, radio, Assemblées Générales, réunions, crieur public)**

-**Répertorier les Organisations de la Société Civile et développer les relations de partenariat avec la commune**

-**Organisation des restitutions à la base par les leaders des Organisations de la Société Civile et les élus**

-**Adopter des attitudes et des comportements de**

**respect et de considération envers les responsables communaux et réciproquement**

**-Restaurer le respect des us et coutumes et des autorités traditionnelles**

**-Les Organisations de la Société Civile doivent aller vers les élus pour s'impliquer dans la gestion des affaires communales**

**-Observer l'équité et la justice dans la gestion des affaires communales.**

**-Formations des membres des OSC**

**-Identification et application des textes réglementaires et des lois régissant les rôles et responsabilités des Organisations de la Société Civile.**

Un des mérites de l'organisation de ces jours d'échange, est d'avoir permis non seulement de regrouper en un seul endroit des hommes et des femmes venus d'horizons différents et qui pourtant ont les mêmes préoccupations, mais aussi d'échanger et de partager leurs expériences en matière de décentralisation et de gouvernance locale. Aussi. La mise en œuvre de ces recommandations enrichirait d'avantage les différents Plans Stratégiques de Partenariat (PSP) des communes.

### **Formation du personnel sur les méthodes alternatives de prévention /gestion des conflits**

Après la formation de l'équipe en prévention et gestion de conflits, un petit noyau a été mis en place pour réfléchir sur une approche commune à développer dans les communes partenaires. Avant toute action le noyau doit recenser dans les communes les méthodes de gestion de conflits existantes, les types de

conflit gérés dans le cadre des modes alternatifs traditionnels ; les résultats obtenus ; la prise en compte des connaissances et outils, des délibérations s'il y a lieu, etc. Des études sont aussi en cours pour analyser le système de prévention et de gestion des conflits dans la commune rurale de Soumpi

**Lisez et faites lire ARDIL-Info - Lisez et faites lire ARDIL-Info - Lisez et faites lire ARDIL-Info**

## **DECENTRALISATION**

### **Echanges intercommunales autour de la problématique de la mobilisation des ressources financières des collectivités territoriales :**

L'organisation des journées de réflexion et d'échanges sur la problématique de la mobilisation des ressources financières des communes les 7 et 8 février 2005 à Niafunké dans la commune de Soboundou s'inscrit en droite ligne de cette préoccupation majeure des collectivités territoriales. Les participants à la rencontre qui a regroupé les acteurs clés (Représentants de l'Etat, élus, autorités traditionnelles, Services techniques, Opérateurs privés et Organisations de la Société Civile, etc) des communes rurales de Soboundou, Haibongo, Fittouga et la commune urbaine de Diré, ont formulé des recommandations importantes dont entre autres :

- **Responsabiliser et motiver les chefs des villages fractions /quartiers par l'octroi de remises/ristournes**
  - **Un bon recensement de toutes les matières imposables au niveau des communes**
  - **Justice et équité fiscales**
  - **Susciter la compétition entre les villages par la publication des bons payeurs a la radio**
  - **Implication effective des populations /citoyen dans l'élaboration du PDSEC et du Budget**
  - **Intensifier les contacts entre élus et populations**
  - **Impliquer les OSC dans la mobilisation des ressources financières locales en prenant en compte leurs besoins dans le PDSEC**
- **Susciter le renouvellement des conseils de village**
- **Susciter la compétition entre les villages par la publication des bons payeurs a la radio, au tableau d'honneur de la mairie, etc**
- **Concertation entre élus et Administration pour l'enrôlement des fonctionnaires et des populations flottantes conformément aux textes en vigueur**

Quoi qu'il en soit, des signes encourageant existent dans des communes comme Haibongo (cercle de Diré) où le taux de recouvrement des impôts et taxes a passé de 50% à plus de 70% pour l'exercice 2004.

## **Action Recherches pour le Développement des Initiatives Locales (ARDIL)**

### **CARTE POSTALE**

#### **I – BUT :**

Promouvoir le développement des initiatives locales avec la participation des organisations communautaires de base.

#### **II – CREATION :**

Accord cadre No 327 / MAT-CAB du 26 juin 1992. avenant No 1554 du 04 août 1995.

#### **III – OBJECTIFS (MOYEN ET LONG TERME) :**

- Assurer l'auto- promotion des organisations communautaires ;
  - Développer les capacités institutionnelles des structures locales ;
  - Accompagner l'accès des communautés aux services sociaux de base y compris en droits humains ;
  - Promouvoir la participation active des femmes ;
  - Promouvoir les activités socio- économiques ;
  - Améliorer durablement les conditions de vie des vulnérables par le développement des activités économiques génératrices de revenus ;
  - Protéger et assainir l'environnement ;
- Lutter contre la désertification, l'ensablement, les pollutions et les nuisances ;
- Réaliser des activités d'accompagnement ;
  - Diffuser les connaissances locales

#### **IV – MISSION DE ARDIL :**

Appuyer les initiatives locales des plus pauvres à travers la recherche et la mise en œuvre d'actions concrètes de développement pour une amélioration de la condition de vie des pauvres. ARDIL s'attaque à la marginalisation des couches pauvres par le travail que l'organisation réalise sur le terrain ensemble avec les vulnérables.

#### **V – VISION DE ARDIL :**

ARDIL ambitionne une société transformée où tous les membres ont des chances égales. Cela ne peut se faire sans mettre fin à l'extrême pauvreté, à la méconnaissance et à l'analphabétisme dans lesquelles vivent tant de groupes vulnérables.

#### **VI – NOS VALEURS :**

- Les bénéficiaires sont les premiers acteurs de leur développement ;
- L'équité entre les bénéficiaires, surtout au profit des femmes et des enfants ;

#### **VII – ZONE D'INTERVENTION :**

ARDIL intervient seulement dans la région de Tombouctou. Actuellement ARDIL couvre les cercles de Niafunké, Diré, Goundam et Tombouctou.

#### **VIII – CIBLES :**

- Groupements ruraux ;
- Groupements urbains formels et non formels ;
- Organisations féminines et juvéniles rurales et urbaines ;
- Communautés nomades et sédentaires.

#### **IX – DOMAINES D'INTERVENTION :**

De sa création à nos jours ARDIL a développé des expertises dans les domaines suivants :

- a) L'Environnement
- b) La Santé
- c) L'Éducation
- d) Le Renforcement Institutionnel
- e) Le Micro -crédit

#### **X – RESSOURCES HUMAINES:**

Equipe pluridisciplinaire composée de :

- Coordinateur Exécutif
- Administrateur – Comptable
- Secrétaire
- Coordinateurs Terrains
- Superviseurs Terrains
- Assistants Communautaires

#### **XI – PARTENAIRES :**

- CARE – Mali (NORAD-USAID)
- Tree- Aid
- IS / Guernsey
- MCDI
- Direction Régionale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural
- TRICKLE UP
- PNIR

#### **XII – PROGRAMMES EN COURS :**

- TIMBUKTU- TREE
- PAICOL
- PGP
- DEMEM –TUP
- PNIR; CAISSE – MICROFINANCE